



Disclaimer: unless otherwise agreed by the Council of UPOV, only documents that have been adopted by the Council of UPOV and that have not been superseded can represent UPOV policies or guidance.

This document has been scanned from a paper copy and may have some discrepancies from the original document.

Avertissement: sauf si le Conseil de l'UPOV en décide autrement, seuls les documents adoptés par le Conseil de l'UPOV n'ayant pas été remplacés peuvent représenter les principes ou les orientations de l'UPOV.

Ce document a été numérisé à partir d'une copie papier et peut contenir des différences avec le document original.

Allgemeiner Haftungsausschluß: Sofern nicht anders vom Rat der UPOV vereinbart, geben nur Dokumente, die vom Rat der UPOV angenommen und nicht ersetzt wurden, Grundsätze oder eine Anleitung der UPOV wieder.

Dieses Dokument wurde von einer Papierkopie gescannt und könnte Abweichungen vom Originaldokument aufweisen.

Descargo de responsabilidad: salvo que el Consejo de la UPOV decida de otro modo, solo se considerarán documentos de políticas u orientaciones de la UPOV los que hayan sido aprobados por el Consejo de la UPOV y no hayan sido reemplazados.

Este documento ha sido escaneado a partir de una copia en papel y puede que existan divergencias en relación con el documento original.



**ORGANISATION MONDIALE
DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**



**UNION INTERNATIONALE
POUR LA PROTECTION DES
OBTENTIONS VÉGÉTALES**

**COMITE D'EXPERTS SUR L'INTERFACE
ENTRE LA PROTECTION PAR BREVET ET LA PROTECTION
PAR CERTIFICAT D'OBTENTION VÉGÉTALE**

Genève, 29 janvier - 2 février 1990

**RESUME DES OBSERVATIONS RECUES PAR LE BUREAU INTERNATIONAL DE L'OMPI
ET LE BUREAU DE L'UPOV AU SUJET DU DOCUMENT CAJ/XXIV/4**

établi par le Bureau international de l'OMPI

1. Le 16 juin 1989, le directeur général de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) et le secrétaire général de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) ont transmis aux gouvernements des Etats membres de l'Organisation des Nations Unies, de l'OMPI ou de l'UPOV un projet de mémorandum intitulé "L'interface entre la protection par brevet et la protection par certificat d'obtention végétale" (document CAJ/XXIV/4, ci-après dénommé le "projet de mémorandum"), qui avait été établi par le Bureau de l'UPOV en collaboration avec le Bureau international de l'OMPI. Les gouvernements précités ont été invités à présenter, soit au Bureau international de l'OMPI, soit au Bureau de l'UPOV, des observations au sujet du projet de mémorandum. En outre, le projet de mémorandum a été adressé à l'Office européen des brevets (OEB) afin de recueillir ses observations.

2. Des observations au sujet du projet de mémorandum ont été transmises au Bureau international de l'OMPI ou au Bureau de l'UPOV par les autorités de 14 Etats, à savoir l'Office australien des brevets, des marques et des dessins et modèles, le Bureau australien de la protection des obtentions végétales, l'Institut bulgare d'inventions et de rationalisations, la Mission permanente du Canada auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève, le Ministère fédéral de l'alimentation, de l'agriculture et des forêts et le Ministère fédéral de la justice de République fédérale d'Allemagne (conjointement), l'Office national finlandais des brevets et de l'enregistrement, l'Office national hongrois d'inventions, la Mission permanente du Mexique auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des autres organisations internationales ayant leur siège en Suisse, l'Office néerlandais des brevets (Octrooiraad), le Ministère de l'agriculture et de la pêche et le Ministère des affaires économiques des Pays-Bas (conjointement), le Bureau néo-zélandais de la protection des obtentions végétales, le Ministère royal des affaires étrangères de la Norvège, l'Office espagnol de la propriété industrielle, le Ministère suédois de la justice, l'Office fédéral suisse de la propriété intellectuelle et l'Office des brevets et des marques des Etats-Unis d'Amérique; des observations ont également été soumises par l'OEB.

3. Le présent document résume les principaux points de vue exprimés dans les observations reçues. Lorsqu'un point de vue est attribué à un pays donné, la mention qui est faite de ce pays doit être considérée comme se rapportant à l'autorité du pays considéré précisée au paragraphe précédent. Toutefois, lorsque deux autorités du même pays ont présenté des observations indépendamment l'une de l'autre (Australie et Pays-Bas), l'autorité qui a exprimé le point de vue résumé est identifiée.

4. Le présent document ne reprend pas dans tous leurs détails les points de vue exprimés dans les observations, notamment lorsque les précisions données tendent simplement à décrire les dispositions législatives nationales en vigueur sans être accompagnées d'observations sur les opinions formulées ou les solutions suggérées dans le projet de mémorandum. Les participants de la réunion du comité d'experts peuvent obtenir sur demande copie des observations.

OBSERVATIONS GENERALES CONCERNANT LE PROJET DE MEMORANDUM

5. Parmi les observations qui ont été faites sur l'opportunité de retenir le projet de mémorandum comme point de départ des débats futurs, celles de la Bulgarie, de la Hongrie, du Mexique et des Pays-Bas (Ministère de l'agriculture et de la pêche et Ministère des affaires économiques) sont favorables au projet de mémorandum, qui, de l'avis des autorités intéressées, constituerait un bon point de départ pour la poursuite des débats sur la question de l'interface entre la protection par brevet et la protection par certificat d'obtention végétale. L'Australie (Office des brevets, des marques et des dessins et modèles), les Etats-Unis d'Amérique, la Finlande, la Norvège, la Suisse et l'OEB ont en revanche exprimé des réserves sur l'opportunité de retenir le projet de mémorandum comme base des débats futurs, en estimant que ce texte tendait à favoriser excessivement le système de protection par certificat d'obtention végétale et ne prenait pas suffisamment en compte le système des brevets en général et les avantages de la protection par brevet en particulier.

6. Les observations mentionnées au paragraphe précédent, dans lesquelles des réserves ont été exprimées au sujet de l'opportunité de retenir le projet de mémorandum comme point de départ des futurs débats, comportaient notamment les critiques suivantes à propos de ce projet :

- le projet de mémorandum comporte plusieurs idées fausses au sujet du fonctionnement et de l'application de la protection par brevet dans le domaine de la biotechnologie végétale;

- le projet de mémorandum ne prend pas suffisamment en compte les propositions de révision de la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales (la "Convention UPOV") et n'analyse pas les incidences de ces propositions sur le système des brevets.

Idées fausses concernant la protection par brevet

7. L'Australie (Office des brevets, des marques et des dessins et modèles), les Etats-Unis d'Amérique, la Finlande, les Pays-Bas (Office des brevets) et l'OEB ont estimé que les comparaisons faites dans le projet de mémorandum (notamment aux paragraphes 81, 86 et 87 de celui-ci) entre la protection découlant du régime propre aux obtentions végétales et celle que confère le système des brevets donnaient une idée inexacte de la nature de la protection par brevet dans la mesure où il y était précisé que les droits afférents au brevet s'attachent à "des idées inventives qui, par nature, sont abstraites" (paragraphe 81 du projet de mémorandum). Il a été relevé, dans ces observations, que les idées abstraites ne sont pas brevetables. La protection découlant des brevets ne peut au contraire être accordée qu'à l'égard d'inventions décrites de manière à permettre à un homme du métier de les réaliser et de les exploiter. En outre, l'invention doit se concrétiser dans les caractéristiques d'un produit ou d'un procédé qui est clairement et distinctement revendiqué dans le brevet. Il a été indiqué que le fait de définir la protection par brevet comme attachée à des idées abstraites tendait à introduire dans l'analyse du rapport entre certificats d'obtention végétale et brevets des complications qui n'existent pas en pratique.

8. L'Australie (Office des brevets, des marques et des dessins et modèles) et les Etats-Unis d'Amérique ont estimé que le projet de mémorandum insistait abusivement sur les cas où les variétés végétales sont exclues de la protection par brevet et ne faisait pas suffisamment état de l'expérience positive faite dans les pays qui ne prévoient pas cette exclusion de la protection par brevet. Il a aussi été relevé dans ces observations, de même que dans celles de l'OEB, que l'explication des motifs de l'exclusion frappant les variétés végétales aux termes de l'article 53.b) de la Convention sur le brevet européen (voir les paragraphes 48 à 51 du projet de mémorandum) ne reflète pas correctement l'historique des faits, à savoir que l'exclusion a été prévue avant que le génie génétique et d'autres techniques biotechnologiques modernes ne se développent. En outre, les Etats-Unis d'Amérique ont fait observer que les raisons avancées dans le projet de mémorandum (paragraphe 51) à l'appui d'une interprétation large de l'exclusion de la protection par brevet frappant les variétés végétales aux termes de la Convention sur le brevet européen (article 53.b)) reposait sur l'affirmation fallacieuse selon laquelle il existerait un "principe général voulant que les

techniques puissent être librement appliquées, ce qui revient à dire que les exceptions à la protection par brevet doivent être interprétées au sens large". Il a été considéré que cette affirmation revenait à nier globalement le régime de protection de la propriété intellectuelle.

9. L'Australie (Office des brevets, des marques et des dessins et modèles), les Etats-Unis d'Amérique et les Pays-Bas (Office des brevets) ont déclaré dans leurs observations que le projet de mémorandum exagérait les difficultés qu'avait soulevées l'application du critère de non-évidence ou d'activité inventive aux inventions faisant intervenir des végétaux (voir les paragraphes 31.iv), 35, 56 et 81). Les Etats-Unis d'Amérique ont notamment fait observer que la mention faite au paragraphe 56 du projet de mémorandum de "l'expérience restreinte" concernant l'application de l'exigence de non-évidence ne pouvait plus être considérée comme exacte compte tenu de l'expérience qui a au contraire été accumulée, notamment au cours des 25 dernières années. L'Australie (Office des brevets, des marques et des dessins et modèles) a en outre fait observer que l'application du critère de non-évidence aux inventions faisant intervenir des végétaux ne posait pas de difficultés de nature différente de celles qui sont liées à l'application de ce critère à toute autre technique complexe, telle que la métallurgie par exemple. Les Pays-Bas (Office des brevets) ont fait observer que le projet de mémorandum n'établit pas de distinction entre un résultat évident, dont il est possible que la conception ne fasse intervenir aucune activité inventive, d'une part, et une méthode non évidente de parvenir à ce résultat, qui peut quant à elle reposer sur une activité inventive, d'autre part.

10. L'Australie (Office des brevets, des marques et des dessins et modèles), les Etats-Unis d'Amérique et les Pays-Bas (Office des brevets) ont estimé que les termes des paragraphes 31.v) et 60 du projet de mémorandum, faisant respectivement état de la difficulté de donner une description suffisante des inventions faisant intervenir des végétaux et de la difficulté que pose dans le domaine des brevets la condition voulant qu'une invention puisse être reproduite, étaient exagérés. Les Etats-Unis d'Amérique ont déclaré que la description positive faite aux paragraphes 38 à 40 du projet de mémorandum de l'examen objectif auquel donnent lieu les variétés végétales dans le cadre du régime de protection qui leur est propre laisse inutilement entendre que l'examen quant au fond prévu dans le cadre du système des brevets ne peut permettre d'évaluer objectivement les inventions et est un facteur d'insécurité sur le plan juridique. L'Australie (Office des brevets, des marques et des dessins et modèles) a fait observer, d'une part, que l'on a mis au point de nouvelles techniques, telles que l'analyse des isozymes ou la caractérisation par l'ADN, qui permettent d'obtenir une description suffisante et certaine des inventions faisant intervenir des végétaux, et, d'autre part, que le système de dépôt, en complément de la description écrite, offrait une solution permettant de surmonter les difficultés touchant à la description et à la reproductibilité des inventions, solution qui a été sous-évaluée dans le projet de mémorandum.

11. L'Australie (Office des brevets, des marques et des dessins et modèles), les Etats-Unis d'Amérique et l'OEB ont estimé que le contraste établi au paragraphe 42 du projet de mémorandum entre la définition exhaustive de l'étendue de la protection dans le cadre de la Convention UPOV et l'étendue de la protection découlant du système des brevets, "qui permet à l'inventeur de

préciser l'étendue de la protection dans le cadre de revendications librement formulées", donne une idée inexacte de la situation découlant effectivement du système des brevets. A ce propos, il a été indiqué que, si les demandeurs de brevet ont toute latitude pour formuler leurs revendications, des brevets ne peuvent être délivrés que sur la base de revendications pleinement étayées par la description et pour des inventions qui satisfont aux critères rigoureux de nouveauté, d'activité inventive et de possibilité d'application industrielle ou d'utilité.

12. L'Australie (Office des brevets, des marques et des dessins et modèles) et les Etats-Unis d'Amérique ont estimé qu'aux paragraphes 32, 41 et 56 du projet de mémorandum, où il est fait état de l'incertitude qui règne quant à l'application de la doctrine de l'épuisement des droits à du matériel autoreproductible, il n'est pas tenu compte de la jurisprudence et de la pratique des pays dans lesquels il semble évident que cette doctrine ne serait pas appliquée à du matériel autoreproductible de façon simpliste, revenant "à annuler les avantages du brevet" (paragraphe 32 du projet de mémorandum). Il a notamment été signalé dans ces observations que l'interprétation fonctionnelle des droits afférents au brevet, de même que la mention de l'intention qui anime le titulaire du brevet lors de la commercialisation d'un produit, permettrait de faire en sorte que la commercialisation de matériel autoreproductible n'annule pas purement et simplement les droits afférents au brevet délivré pour ce matériel. La Suisse a fait observer, à propos de l'épuisement des droits, qu'il aurait été souhaitable que le projet de mémorandum insiste davantage sur les propositions faites à ce sujet dans les solutions suggérées, élaborées par le Bureau international de l'OMPI à l'intention du Comité d'experts sur les inventions biotechnologiques et la propriété industrielle (document BioT/CE/IV/3), et sur les conséquences de ces propositions.

Propositions de révision de la Convention UPOV

13. L'Australie (Office des brevets, des marques et des dessins et modèles), les Etats-Unis d'Amérique, la Finlande, la Norvège et l'OEB ont estimé que le projet de mémorandum ne traitait pas de façon appropriée de la nature des propositions de révision de la Convention UPOV et de l'incidence qu'elles pourraient avoir sur le système des brevets (voir les paragraphes 89 à 106 du projet de mémorandum).

14. L'Australie (Office des brevets, des marques et des dessins et modèles), la Finlande, la Norvège, la Suisse et l'OEB ont notamment attiré l'attention sur l'interdiction de la double protection découlant des dispositions de l'article 2 de la Convention UPOV et ont regretté l'absence de toute analyse précise des avantages et inconvénients du maintien de cette interdiction.

15. L'Allemagne (République fédérale d'), l'Australie (Office des brevets, des marques et des dessins et modèles), la Finlande, la Norvège, la Suisse et l'OEB ont fait des observations au sujet des propositions de révision de la définition de la "variété" végétale aux fins de la Convention UPOV.

16. L'Australie (Office des brevets, des marques et des dessins et modèles), la Finlande, la Norvège et l'OEB ont fait part de leur très grande hésitation quant à l'opportunité d'étendre la notion de variété de façon à ce que

celle-ci englobe le matériel végétal ou les parties de plantes, étant donné que cette extension pourrait avoir une incidence directe sur la portée des exclusions de la protection par brevet actuellement prévues en ce qui concerne les variétés végétales. Il a été souligné, dans ces observations, que l'on pourrait considérer que le matériel végétal englobe des objets tels que les semences ayant subi un traitement chimique, les cultures de tissus indifférenciés et les cultures de cellules végétales qui, aux termes de la législation de nombreux pays, sont actuellement considérées comme brevetables.

17. La Suisse a fait observer que la nouvelle définition proposée pour la variété végétale repose sur une notion extrêmement large qui n'est pas limitée aux objets susceptibles d'être protégés en vertu de la Convention UPOV. Elle a exprimé la crainte que cette définition se traduise par la création d'un domaine intermédiaire entre le champ d'application de la protection découlant de la Convention UPOV et celui de la protection découlant du système des brevets, dans lequel aucune protection ne pourrait être obtenue.

18. La République fédérale d'Allemagne a fait observer que, si la définition donnée de la variété végétale dans la Convention UPOV était différente de la définition retenue aux fins de l'exclusion de la protection par brevet, il se pourrait que les deux titres de protection puissent être obtenus pour les variétés végétales. De ce fait, certaines variétés végétales pouvant faire l'objet d'une protection par brevet se verraient accorder une protection plus étendue et ne seraient pas soumises aux exceptions à la protection par certificat d'obtention végétale qui ont été créées pour des raisons de politique agricole (par exemple le principe de la libre disposition d'une variété en tant que ressource génétique pour l'obtention de nouvelles variétés et le principe du libre usage du matériel récolté de la variété en vue de la consommation et de la transformation de celui-ci). Il a aussi été souligné que si la protection par brevet devait s'étendre aux parties de plantes, il se pourrait que telles ou telles parties de plantes d'une variété bénéficient d'une protection plus étendue que celle qui est actuellement accordée pour la variété dans son ensemble dans le cadre du régime de protection propre aux obtentions végétales.

19. L'OEB, appelant l'attention sur le rapport existant entre la définition de la variété végétale dans le cadre de la Convention UPOV et toute exclusion de la protection par brevet frappant les variétés végétales, a fait observer que l'inclusion des parties de plantes dans la définition de la variété s'étendrait aux parties de plantes qui sont depuis longtemps utilisées à des fins industrielles, telles que cellules et protoplastes, c'est-à-dire à des parties de plantes ne contenant pas le génome complet de la plante, ni même l'ADN. Du fait de la nouvelle définition proposée de la variété, toute exclusion de la protection par brevet frappant les variétés végétales aurait pour effet d'imposer dans le cadre d'activités industrielles qui n'ont absolument rien à voir avec les variétés végétales un système de protection des variétés qui serait inadapté.

20. L'Australie (Office des brevets, des marques et des dessins et modèles), les Etats-Unis d'Amérique, la Finlande, la Hongrie, la Norvège, la Suisse et l'OEB se sont déclarés préoccupés par les propositions de révision de la Convention UPOV concernant la dépendance et l'autonomie de la protection par certificat d'obtention végétale par rapport aux effets d'autres titres de

propriété industrielle (article 5.3) et 5)), ainsi que par l'analyse faite de ces propositions dans le projet de mémorandum. Il a notamment été estimé qu'il convient de trouver un équilibre entre le régime de protection propre aux obtentions végétales et le système des brevets afin d'éviter que l'un des systèmes ait la primauté sur l'autre. En outre, il a été estimé que les propositions de révision de la Convention UPOV tendent à cet égard à considérer le recoupement entre le régime de protection propre aux obtentions végétales et la protection par brevet comme un problème unique en son genre alors qu'il existe des recoupements assez comparables entre la protection des dessins et modèles industriels et la protection par brevet et entre la protection des dessins et modèles industriels et la protection au titre du droit d'auteur. Il a aussi été indiqué qu'il conviendrait d'accorder davantage de confiance que cela ne ressort des propositions de révision de la Convention UPOV au libre jeu des forces du marché et aux négociations commerciales avant de s'en remettre à l'intervention de l'Etat.

21. La République fédérale d'Allemagne a fait observer, à propos de la question de la dépendance, qu'à l'heure actuelle un inventeur peut, en invoquant l'exception prévue en faveur de l'obtenteur dans le cadre de la législation sur les variétés végétales, utiliser librement une variété protégée pour créer une variété nouvelle par modification génétique, alors qu'un obtenteur ne peut, en revanche, faire usage de matériel breveté. Elle a en conséquence suggéré que l'on étudie si l'exception en faveur de l'obtenteur devrait être abandonnée ou si le principe devrait en être maintenu en créant sur cette base un système logique qui permette d'instaurer un équilibre approprié entre titulaires de brevet et obtenteurs (et inversement), aussi bien qu'entre les divers obtenteurs.

OBSERVATIONS RELATIVES A LA MANIERE D'ABORDER LE PROBLEME DE L'INTERFACE

22. Bien que visant essentiellement le projet de mémorandum, les observations des Etats énonçaient aussi divers points de vue sur les principales questions touchant à l'interface entre la protection par brevet et la protection par certificat d'obtention végétale. Ces points de vue sont consignés ci-après.

L'interdiction de la double protection

23. A propos de l'interdiction de la double protection, prévue actuellement à l'article 2 de la Convention UPOV, l'Australie (Office des brevets, des marques et des dessins et modèles), la Bulgarie, les Etats-Unis d'Amérique et la Finlande ont estimé qu'elle devrait être supprimée.

24. L'Australie (Bureau de la protection des obtentions végétales), la Suisse et l'OEB ont estimé que l'interdiction de la double protection, et notamment son abolition, nécessitait un examen plus approfondi. L'OEB a estimé que l'évolution actuelle, tant sur le plan économique que du point de vue technique, permettait de douter que les considérations sur lesquelles repose l'interdiction de la double protection restent valables à l'heure actuelle. Il a relevé que, du point de vue technique, le génie génétique avait offert les moyens de modifier délibérément l'information génétique des plantes et que ces modifications pouvaient être obtenues avec une régularité qui, par

opposition aux variétés traditionnelles, donnait des résultats reproductibles, c'est-à-dire répondant à l'exigence de possibilité de répétition énoncée dans la législation sur les brevets. Il a fait observer que la suppression de l'interdiction de la double protection n'aurait pas pour effet d'obliger les Etats parties à la Convention de l'UPOV à accorder des brevets pour les variétés végétales. Il a marqué sa préférence pour l'adoption d'un principe général voulant que les droits de propriété industrielle, leurs conditions d'existence et leurs effets coexistent et pour la suppression de l'interdiction de la double protection. On pourrait substituer à cette dernière une règle en vertu de laquelle il ne serait pas possible de demander simultanément (ou de cumuler) la protection par brevet et la protection par certificat d'obtention végétale pour le même objet concret.

25. La Norvège a estimé que l'interdiction de la double protection devait être maintenue à condition que la définition de la variété ne soit pas élargie de façon à englober des objets couramment considérés comme brevetables tels que les semences ayant subi un traitement chimique, les cultures de tissus indifférenciés et les cultures de cellules végétales.

26. Les Pays-Bas (Ministère de l'agriculture et de la pêche, Ministère des affaires économiques et Office des brevets) ont estimé que l'interdiction devrait être maintenue afin que les variétés végétales ou les ensembles de rang supérieur à celui de la variété ne soient pas brevetables en soi.

27. L'Espagne a déclaré approuver certains moyens d'éviter la double protection par brevet et par certificat d'obtention végétale pour les mêmes variétés végétales.

Dépendance

28. Sur la question de l'adoption éventuelle de dispositions prévoyant une dépendance entre certificat d'obtention végétale et brevet, l'Australie (Office des brevets, des marques et des dessins et modèles), la Finlande, la Hongrie et l'OEB ont estimé qu'il convenait de poser comme principe ou, compte tenu de l'expérience acquise dans le domaine des brevets, de tabler en pratique sur le fait que les conflits seraient résolus entre les parties et que, en cas de dépendance, la solution obligatoire d'un conflit par voie de licence obligatoire accordée par une autorité publique n'était à envisager qu'au cas où la conclusion d'un contrat de licence volontaire selon les principes courants du marché se révélerait impossible ou au cas où un abus de droit de la part de l'une des parties serait clairement établi.

29. L'Australie (Bureau de la protection des obtentions végétales), l'Espagne et la Nouvelle-Zélande ont estimé qu'un système de licences réciproques pour l'exploitation des brevets et des certificats d'obtention végétale nécessitait un examen plus approfondi et pourrait être acceptable à certaines conditions (restant à préciser). La Nouvelle-Zélande a fait observer que le système de licences volontaires devait être encouragé car il conduit à l'échange de savoir-faire et l'intérêt d'un système de licences non volontaires tient au fait qu'il est de nature à favoriser les accords à conclure par voie de licences volontaires.

30. Les Etats-Unis d'Amérique ont estimé qu'il ne devrait pas exister de dispositions obligatoires à cet égard, que le régime de protection propre aux obtentions végétales, d'une part, et le système des brevets, d'autre part, devrait pouvoir se développer librement et que les conflits entre les deux catégories de droits devraient être réglés par les parties elles-mêmes.

31. Les Pays-Bas (Ministère de l'agriculture et de la pêche et Ministère des affaires économiques) ont estimé qu'il conviendrait de modifier la législation sur les brevets afin de permettre la délivrance de licences obligatoires aux titulaires de certificats d'obtention végétale et, réciproquement, la délivrance aux titulaires de brevets de licences permettant l'exploitation de certificats d'obtention végétale, moyennant le paiement d'une rémunération équitable.

Dossiers de recherche et examen

32. L'Australie (Bureau de la protection des obtentions végétales), l'Espagne et la Nouvelle-Zélande ont souligné la nécessité d'un échange mutuel de renseignements entre offices de brevet et services de la protection des obtentions végétales quant à l'examen des demandes de brevet et des demandes de certificat d'obtention végétale et ont souligné l'intérêt que présente une base de données concernant les variétés végétales (sans toutefois laisser entendre que cette base pourrait remplacer l'examen pratique qu'exigent les variétés végétales).

[Fin du document]